

Le Malthus des « Principes », arbitre du conflit des deux Malthus de l'« Essai »

André Lux

Volume 10, numéro 1, avril 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/600839ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/600839ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (imprimé)

1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lux, A. (1981). Le Malthus des « Principes », arbitre du conflit des deux Malthus de l'« Essai ». *Cahiers québécois de démographie*, 10(1), 7–28.
<https://doi.org/10.7202/600839ar>

Résumé de l'article

L'*Essai sur le Principe de population* de Malthus contient deux versions juxtaposées de la relation entre population et ressources. La première s'appuie sur une loi biologique déterministe et condamne la population à l'inévitable récurrence de périodes d'extrême détresse avec surmortalité. La seconde privilégie le recours rationnel au frein préventif, qui permet aux classes laborieuses de conserver un minimum vital supra-physiologique, selon leurs habitudes de vie. Comme ces deux versions coexistent de la première à la dernière édition de l'*Essai*, le principe de population y apparaît incohérent; elles sont en effet incompatibles, car Malthus ne peut expliquer comment s'exerce automatiquement une pression de la population sur les ressources de manière à maintenir rigoureusement ni plus ni moins qu'un minimum vital supra-physiologique déterminé, mais qui varie cependant au gré d'une série de facteurs socioculturels.

Les *Principes d'économie politique* arbitrent le conflit des deux versions très nettement en faveur de la seconde. Ils relient la dynamique démographique à celle de la croissance économique dans le cadre de l'évolution des institutions politiques et des structures sociales. Le marché du travail est le lieu privilégié d'interaction de ces forces. L'augmentation de la demande de travail provoque, par la montée des salaires réels, un double effet d'amélioration du niveau de vie et d'expansion démographique, dont le premier freine le second en relevant le minimum vital socialement accepté. L'intensité relative des deux effets évolue en faveur du premier, selon le niveau de civilisation, par recours accru au frein préventif de la baisse de la nuptialité. L'efficacité de ce frein dépend de l'état des institutions et structures politico-sociales, lesquelles conditionnent à leur tour le processus et le rythme de la croissance économique.

Le principe de population est intégré à ce processus par une ébauche d'analyse des cycles de croissance. Le décalage entre demande et offre de travail relève les salaires réels, engendrant de nouvelles habitudes de vie; celles-ci renforcent le frein préventif lorsque le supplément d'offre de travail comprime les salaires nominaux, de sorte qu'au terme d'un cycle le niveau de vie minimal s'est amélioré. Ainsi, dans les *Principes*, les classes laborieuses ne sont pas vouées à retomber toujours au même niveau de misère, mais s'en sortent progressivement par le dur apprentissage de la rationalité : c'est la version psycho-sociologique du principe de population qui l'emporte.

André LUX*: LE MALTHUS DES "PRINCIPES", ARBITRE DU CONFLIT DES DEUX
MALTHUS DE L'"ESSAI"

RÉSUMÉ

L'Essai sur le Principe de population de Malthus contient deux versions juxtaposées de la relation entre population et ressources. La première s'appuie sur une loi biologique déterministe et condamne la population à l'inévitable récurrence de périodes d'extrême détresse avec surmortalité. La seconde privilégie le recours rationnel au frein préventif, qui permet aux classes laborieuses de conserver un minimum vital supra-physiologique, selon leurs habitudes de vie. Comme ces deux versions coexistent de la première à la dernière édition de l'Essai, le principe de population y apparaît incohérent; elles sont en effet incompatibles, car Malthus ne peut expliquer comment s'exerce automatiquement une pression de la population sur les ressources de manière à maintenir rigoureusement ni plus ni moins qu'un minimum vital supra-physiologique déterminé, mais qui varie cependant au gré d'une série de facteurs socio-culturels.

Les Principes d'économie politique arbitrent le conflit des deux versions très nettement en faveur de la seconde. Ils relient la dynamique démographique à celle de la croissance économique dans le cadre de l'évolution des institutions politiques et des structures sociales. Le marché du travail est le lieu privilégié d'interaction de ces forces. L'augmentation de la demande de travail provoque, par la montée des salaires réels, un double effet d'amélioration du niveau de vie et d'expansion démographique, dont le premier freine le second en relevant le minimum vital socialement accepté. L'intensité relative des deux effets évolue en faveur du premier, selon le niveau de civilisation, par recours accru au frein préventif de la baisse de la nuptialité. L'efficacité de ce frein dépend de l'état des institutions et structures politico-sociales, lesquelles conditionnent à leur tour le processus et le rythme de la croissance économique.

Le principe de population est intégré à ce processus par une ébauche d'analyse des cycles de croissance. Le décalage entre demande et offre de travail relève les salaires réels, engendrant de nouvelles habitudes de vie; celles-ci renforcent le frein préventif lorsque le supplément d'offre de travail comprime les salaires nominaux, de sorte qu'au terme d'un cycle le niveau de vie minimal s'est amélioré. Ainsi, dans les Principes, les classes laborieuses ne sont pas vouées à retomber toujours au même niveau de misère, mais s'en sortent progressivement par le dur apprentissage de la rationalité: c'est la version psycho-sociologique du principe de population qui l'emporte.

* Université Laval, Faculté des sciences sociales, Cité universitaire, Québec G1K 7P4.

LE MALTHUS DES "PRINCIPES", ARBITRE DU CONFLIT DES DEUX MALTHUS DE L'"ESSAI"

Par André LUX*

Introduction

En dehors du cercle restreint des historiens de la pensée économique, Malthus reste identifié à son célèbre Essai sur le principe de population. La première édition de ce livre paraît après 50 années de forte accélération de la croissance de la population anglaise, au milieu de la phase initiale et sauvage de la révolution industrielle. Les ambiguïtés profondes de cette édition ont alimenté des débats très peu sérieux dont les protagonistes sont souvent peu familiers de l'ensemble de l'oeuvre de Malthus. Joseph Spengler (1941) a pourtant bien montré que les Principes d'économie politique sont partie prenante à la démographie économique de cet auteur. Je diverge cependant d'opinion avec lui lorsqu'il présente les deux livres comme un tout harmonieusement cohérent.

* Université Laval, Faculté des sciences sociales, Cité universitaire, Québec G1K 7P4.

En effet, la richesse du message de Malthus réside peut-être moins dans les éléments logiquement inattaquables de sa pensée, que dans ses ambiguïtés et contradictions, sa difficulté à concilier les apports de sa science économique avec sa cosmologie, de ses observations avec ses intuitions initiales, de sa démarche académique avec ses réactions de debater. A cet égard, ses Principes d'économie politique, oeuvre de maturité rédigée à l'abri des passions, ne sont pas hypothéqués par les formulations hâtives de la première édition de l'Essai. Cette hypothèque handicape les éditions ultérieures de l'Essai dont, par réflexe d'auto-défense contre de virulentes attaques, il maintient l'essentiel du message. Celui-ci est pourtant incohérent à cause de sa double conception de la nature et du fonctionnement du principe de population. Les Principes d'économie politique apparaîtront alors comme l'arbitre du débat interne à l'Essai.

1. L'Essai et ses deux versions inconciliables du principe de population

J'ai montré ailleurs (Lux, 1968) que l'incohérence du principe de population de Malthus réside dans l'incompatibilité entre la deuxième et une partie de la troisième des thèses qui en forment l'ossature dans l'Essai (1^{re} éd., p. 37).

- 1^{re} thèse : l'accroissement de la population est nécessairement limité par les moyens de subsistance;
- 2^e thèse : la population augmente inmanquablement aussi longtemps qu'augmentent les moyens de subsistance;
- 3^e thèse : le dynamisme supérieur d'expansion de la population est réprimé et celle-ci maintenue ou ramenée à l'équilibre avec les subsistances par la double contrainte de la misère et du vice. Il s'agit du frein positif par surmortalité et du frein préventif par nuptialité retardée et donc moindre natalité.

La deuxième thèse, complétée par l'action du frein répressif de la misère, exprime une vue mécaniciste des relations entre population et ressources, basée sur des déterminismes biologiques; de ceux-ci, la population tire une puissance reproductrice nettement supérieure à la capacité de croissance des ressources agricoles. Cette puissance est toujours en éveil et condamne irrémédiablement la population, ou du moins les classes laborieuses, à croître au-delà des moyens de subsistance. Ces classes sont donc condamnées à vivre dans une extrême indigence; en effet, une fois stimulée par un supplément de vivres produits ou importés, la population augmente à un rythme nécessairement supérieur à celui de l'offre de vivres, avec comme inéluctable résultat qu'"il est hélas hors du pouvoir de l'homme d'empêcher le retour périodique de la misère" (Essai, 1^{re} éd., p. 98). Pour éviter ce retour, il eut fallu que les pauvres accèdent progressivement à un niveau intellectuel leur permettant d'utiliser efficacement le frein préventif; or, dit Malthus, "à supposer, malgré de nombreux exemples du contraire, que de grands efforts intellectuels puissent atténuer l'emprise de la passion amoureuse sur l'homme,... l'argument principal du présent essai vise à mettre en pleine lumière combien il est impensable que les classes inférieures des peuples de tous les pays puissent jamais se libérer suffisamment du besoin et des charges matérielles pour accéder à un échelon élevé de standing intellectuel" (ibid., 217-218).

Ainsi donc, selon la deuxième thèse, la population est une variable dépendante qui, une fois déclenchée, croît en vertu d'une loi du monde animal à un rythme excessif régulièrement corrigé par le jeu du frein de la surmortalité. Les pauvres ne peuvent donc que tomber périodiquement en-dessous du niveau de vie physiologiquement minimal. En effet, sa deuxième thèse a pour Malthus caractère d'intuition quasi a priori (ibid., 17, 31-32, 33), dont il conclut notamment que le surpeuplement cause la même détresse dans les plaines riches de la populeuse Flandre que sur les plateaux pauvres et peu peuplés de l'Ecosse (ibid., 138).

Par contre, la partie de la troisième thèse qui concerne le frein préventif s'oppose à la version mécaniste au profit d'une version psycho-sociologique du principe de population. En effet, tant la nature de ce frein que les conséquences de son action mettent en lumière la causalité réciproque entre le comportement rationnel des hommes, pauvres y compris, et leur capacité à définir un minimum vital supra-physiologique, en-dessous duquel ils refusent de tomber, qui varie selon les époques et les peuples et qui tend à se relever progressivement.

Les deux versions coexistent dès la première version de l'Essai. En effet celle-ci, tout en privilégiant la première version, mécaniste, contient une douzaine de textes qui s'inspirent de la deuxième version, psycho-sociologique⁽¹⁾. Les éditions ultérieures, qui font plus de place à la première version, reprennent cependant dix fois au moins la deuxième version, en parlant d'une population acculée au mur de la survie par ses excès de procréation⁽²⁾.

La causalité réciproque entre rationalité et niveau de vie a comme charnière le frein préventif, qui occupe dès lors une place importante dès la première édition de l'Essai. Il repose sur la crainte de la misère engendrée par trop d'enfants et suppose donc une prise de conscience du danger et l'emploi de moyens pour y échapper. C'est là chose toute naturelle pour Malthus, de sorte qu'instruits par de cruelles expériences, les pauvres ne désirent pas les revivre. Au contraire, lorsqu'ils ont goûté à quelque aisance, ils s'y accrochent en recourant à la contrainte préventive. Ce n'est donc pas un hasard que les textes qui

(1) 1st edition, pp. 18-19, 20, 27-28, 55, 63-65, 67, 68-69, 89-90, 130, 132, 301-302 (implicite), 332-336 (implicite). S'y ajoute la lettre de 1798 à Godwin, reproduite en avant-propos de la 1^{re} édition.

(2) 7th edition, vol. I, pp. 14, 15, 46-47, 81, 238, 239; vol. II, p. 172. 5th edition (London, John Murray 1817), vol. III, appendice, pp. 341, 342, 381, note a. Rappelons que la première édition de l'Essai, relativement brève et parue en 1798, a été suivie du vivant de Malthus, par cinq autres éditions beaucoup plus élaborées en 1803, 1806, 1807, 1817 et 1826. La septième édition est en fait une réédition, probablement de l'édition de 1826.

parlent de celle-ci sont ceux-là mêmes qui affirment l'existence chez les prolétaires d'un minimum vital supra-physiologique. Célèbre est le passage qui présente un jeune ouvrier hésitant fort à partager en quatre ou cinq parts son salaire de célibataire, s'il se mariait, et qui, entre-temps donc, bénéficie d'une bonne marge de bien-être (Essai, 1^{re} éd., p. 67; 7^e éd., vol. I, p. 237). Caractéristique aussi l'affirmation que "les ouvriers du sud de l'Angleterre sont tellement habitués au bon pain de froment, qu'ils se laisseraient à moitié dépérir avant d'accepter de vivre comme le paysan écossais" (Essai, 1^{re} éd., p. 132).

L'ambiguïté, voire l'incohérence de l'Essai tient à la juxtaposition de ses deux versions du principe de population, et cela de la première à la sixième édition. A cet égard, des commentateurs tels que Landry (176-178), Stassart (130-131) et Miller (34-35, 37) notent une rupture épistémologique entre la première édition, centrée sur la conception biologique, et les suivantes qui véhiculent la conception psychosociologique de sorte qu'il n'y a que contradiction diachronique et non pas incohérence synchronique. D'autres commentateurs nient cette rupture en ne voyant, comme Bonar (p.60) et Kenneth Smith (p.37,42) qu'une explicitation à partir de 1803, d'un principe de population inchangé mais logiquement cohérent. Tout récemment, Petersen condamne ces "terribles simplificateurs" (p.218) qui, surtout en matière de nature et de culture, ont présenté comme contradictoires tels et tels passages de l'Essai qui ne faisaient pourtant que traduire les efforts de son auteur pour combiner et concilier les forces opposées de l'instinct et de la raison, à l'oeuvre dans les comportements démographiques. Il doit pourtant reconnaître la fâcheuse tendance qu'avait Malthus, de traiter de ces forces contraires et dichotomiques séparément et sous la forme de "généralisations semi-contradictaires" sans réussir, pas plus que ses commentateurs depuis 150 ans, à spécifier "dans quelles conditions s'applique chacune de ses propositions supposément générales" (p.80). C'est de la part de Petersen ne pas compter avec les Principes d'économie politique, comme nous le verrons.

Revenons à l'Essai et à l'incohérence de ses deux versions du principe de population, qui sont incompatibles, car "Malthus n'explique pas, et ne peut pas expliquer comment s'exerce automatiquement une pression de la population sur les ressources de manière à maintenir rigoureusement ni plus ni moins qu'un niveau de vie supra-physiologique déterminé, mais qui varie cependant au gré d'une série de facteurs socio-culturels" (Lux, p. 1094-1095). En effet, selon Malthus, "dans le cas où des habitudes de prudence, un goût décidé pour l'aisance et les douceurs de la vie deviendraient dominants, comme ces habitudes et ces goûts n'agissent pas de manière à encourager les mariages précoces et ne font pas porter la dépense exclusivement sur le blé, il doit arriver, conformément à nos principes, que la population, toutes choses égales, ne s'accroisse pas dans le même rapport qu'elle suit dans d'autres régions dont le salaire du travail est cependant aussi élevé" (7^e éd., vol. II. p. 214-215).

Que reste-t-il alors de pression de la population sur les ressources, sinon celle que cette population veut bien accepter? Malthus ne peut se permettre une telle conclusion; celle-ci est cependant implicite dans son pronostic sur les ouvriers du sud de l'Angleterre, qui ne risquent guère d'être réduits par l'action constante de la dure loi de la nécessité à vivre aussi misérablement que les pauvres Chinois. L'explication de Malthus contredit malheureusement cette reconnaissance implicite. Selon l'opinion qu'il professe en 1798, qu'il modifiera plus tard, si une population n'augmente pas à l'invitation d'une plus forte demande de travail, c'est parce que celle-ci augmente dans des secteurs autres qu'agricole, sans dès lors préparer les ressources vivrières additionnelles nécessaires à l'entretien d'une population croissante. Tout essai d'augmenter de la sorte une population est vicieux et cruel et ne peut réussir, conclut le pasteur. Pourquoi cruel, sinon parce qu'il réduit à l'extrême misère, une misère à la chinoise que Malthus venait quelques lignes plus haut de rejeter comme très improbable chez les ouvriers du sud de son île? L'explication est ailleurs, dans l'explicitation de la relation causale réciproque entre frein préventif et niveau de vie, dans la reconnaissance que même les prolétaires pratiquent efficacement la

contrainte prudente pour préserver ce qu'ils considèrent comme un minimum vital. En effet, s'ils renonçaient à leur bon pain de froment et à leurs habits de coton, ils pourraient répondre à la demande accrue de travail non agricole.

Devant les nombreux textes qui appuient la version psychosociologique du principe de population, on s'interroge pourquoi Malthus continue à lui juxtaposer jusque dans la dernière édition de l'Essai la version mécaniciste d'un principe qui, dans la plupart des Etats et sous la pression inévitabile d'une loi de la nature, pousse constamment les travailleurs à se multiplier au-delà des moyens de subsistance et à se condamner à la détresse (7^e éd., 14-15). Gonnard a une partie de la réponse: en citant l'aveu de Malthus d'avoir en 1798 suivi "l'impulsion du moment" avec les quelques matériaux à sa disposition, il conclut: "c'est en quelque sorte a priori qu'il arrive à poser les principes essentiels de sa doctrine", et ajoute au sujet des éditions ultérieures: "si intéressant que cet examen (historique) puisse être, il n'en constitue pas moins un placage de faits venant se superposer à une théorie préconçue et déjà exposée, loin d'être un résumé des recherches par lesquelles l'auteur serait arrivé à celle-ci" (Gonnard, 261-262). L'autre partie de la réponse est que Malthus est psychologiquement condamné à défendre coûte que coûte son intuition initiale contre les attaques incessantes et virulentes dont ses adversaires le poursuivent tout au long des éditions successives de son Essai.

Pourtant, l'Essai contient une grande richesse d'éléments susceptibles non seulement de valoriser la version psycho-sociologique du principe de population, mais encore de la relativiser en regard de l'impact des structures sociales sur le développement économique. Le Malthus de l'Essai n'en a pas tiré grand parti. C'est le Malthus serein des Principes d'économie politique qui en tirera davantage parti, à l'abri des polémiques énervantes et après avoir mûri sa théorie au contact des oeuvres rigoureuses de Smith, Say et Ricardo.

2. L'arbitrage de l'Essai par les Principes

On trouve dans les Principes d'économie politique de nombreux ingrédients d'une démographie socio-économique; ils ne sont que partiellement intégrés en un tout cohérent et bien structuré. Ils demandent donc un effort d'interprétation et de re-composition, à travers lequel la version mécaniciste du principe de population disparaît presque entièrement. Cette version ne peut plus expliquer qu'en apparence une dynamique de peuplement perturbée par le poids des vices de structure qui accablent les sociétés à certains stades de leur évolution historique. Elle retrouvera une place marginale à l'intérieur de la cosmologie de Malthus. Cette cosmologie, qui occupe une place de choix dans l'Essai, est malheureusement complètement évacuée des Principes; elle en éclaire pourtant certains passages dont elle contribue à combler les imprécisions et les hiatus.

2.1- La version psycho-sociologique confirmée par les Principes

Spengler (85) dit que dans son Essai, Malthus n'était pas directement concerné par le problème de l'accroissement des ressources; ceci n'a pas peu contribué à laisser libre cours à l'intuition initiale de la deuxième thèse. Les Principes dégagent une interrelation constante entre les dynamiques de la croissance économique et de la croissance démographique. Il faut cependant distinguer le langage explicite de l'auteur de ses connexions implicites, et rechercher les éléments qui, épars dans ses oeuvres, peuvent combler des vides.

Il n'y a de croissance économique que si les producteurs sont intéressés à produire; ils ne le sont que s'ils peuvent en tirer un profit, lequel peut surgir uniquement de marchés où la demande dépasse l'offre du moment. Assurer une demande effective est la clef du progrès. Alors seulement les producteurs pourront augmenter leur demande de travail. Le marché du travail est la charnière qui relie croissances économique et démographique. Explicitement, la seconde est une fonction de

la première, la population apparaissant comme variable dépendante. Cette fonction ne justifie cependant pas la version mécaniciste du principe de population. En effet, une demande accrue de travail provoque, par la montée des salaires, un double effet d'amélioration du niveau de vie et d'expansion démographique, dont le premier freine le second en relevant le minimum vital socialement acceptable pour les travailleurs. L'intensité relative des deux effets varie dans le temps selon l'évolution historique des habitudes de vie. Cette évolution a comme moteur le frein préventif, dont le renforcement est à son tour fonction du développement économique, considéré sous son double aspect de croissance du produit national et, plus encore, de modification des institutions politiques.

Si la perspective de profit est prérequis à la demande de travail, celle-ci ne peut augmenter que proportionnellement à la quantité et à la valeur du "fonds pour l'entretien du travail", soit d'abord les biens de première nécessité et ensuite, selon le niveau de progrès atteint, les quelques biens procurant un certain confort. La hausse doit porter autant sur la valeur que sur la quantité de fonds, car sinon les fermiers ne sont pas stimulés à produire davantage; une hausse des seuls prix avec des quantités constantes entraînerait un ajustement proportionnel des salaires nominaux, ce qui arrêterait vite l'expansion démographique, mais une montée rapide du seul volume ferait baisser la valeur du fonds et réduirait la demande de travail (Principes, 238).

Il y a pour Malthus deux façons de garantir un fonds amplement suffisant pour l'entretien des travailleurs: 1^o le gonfler rapidement en quantité et en valeur, ce qui ne peut perdurer; 2^o amener les travailleurs à freiner l'augmentation de leur nombre par la contrainte prudente, qui a le pouvoir de leur garantir une juste part du gâteau, et cela depuis les temps les plus reculés et jusque dans le plus lointain avenir (Principes, 260). Nous voici loin de la version mécaniciste du principe de population!

2.2- Le principe de population en butte aux vices des structures sociales

Qu'en est-il de l'exercice approprié de la contrainte prudente? A son sujet la pensée de Malthus est plus complexe que ne l'indiquent certaines déclarations explicites disant, par exemple, que les prolétaires "sont vraiment les arbitres de leur destinée, au point que ce que les autres peuvent faire pour eux ne pèse pas plus que la poussière sur la balance" (Principes, 279). Parlant des causes qui affectent les habitudes de vie des classes laborieuses, Malthus attribue aux circonstances le pouvoir de déterminer dans quelle mesure une hausse des salaires réels, consécutive à une demande accrue de travail, provoque une amélioration du niveau de vie et une expansion démographique. Dans les vieux pays, l'effet démographique prédomine lorsque prévalent des institutions despotiques de sorte que "personne ne peut prendre l'habitude de faire des projets d'avenir, (puisque) il n'a aucune garantie que ses efforts... porteront tous leurs fruits, et qu'il n'est pas certain que la propriété qu'il possède ou qu'il pourrait acquérir lui sera garantie par des lois justes et impartialement appliquées" (Principes, 227). L'indolence, du moins chez les pauvres, n'est-elle pas alors plutôt la résignation de ceux qui, toujours opprimés et méprisés, ne peuvent croire en leur étoile ni se respecter?

L'efficacité du frein préventif dépend donc des circonstances. Tributaire des idées reçues dans sa classe sociale, Malthus a le réflexe de rejeter spontanément la misère extrême des pauvres sur leur indolence congénitale, mais il souligne que les effets de celle-ci sont aggravés, notamment en Amérique latine, par des institutions néfastes. Faute de débouchés, les latifundiaires n'étendent pas leurs cultures; ils ne sont pas intéressés à louer des lopins à des paysans incapables d'en acquitter la rente, ni à laisser ceux-ci cultiver des terrains en friche qui les gaveraient. C'est donc une répartition vicieuse de la terre en régime féodal qui limite fortement l'intérêt personnel à produire plus (Principes, 343). Neuf pages plus haut, Malthus déclare que c'est l'aiguillon du besoin qui force les travailleurs à s'offrir dans les manufactures de

biens de luxe. Encore faut-il qu'existent de telles manufactures; or en régime féodal, les propriétaires terriens préfèrent les loisirs à l'effort soutenu de gestion de manufactures peu rentables par manque de clientèle.

Que vient alors faire l'indolence des pauvres dans leur triste sort? Loin de démontrer celle-ci, Malthus apporte implicitement des arguments qui les en disculpent. Il constate, toujours en Amérique latine et en citant Humboldt, qu'avec l'installation occasionnelle d'une mine dans les campagnes, "bientôt le besoin réveille l'industrie; on commence à labourer le sol dans les ravins et sur les pentes des montagnes voisines, partout où le roc est couvert de terreau: des fermes s'établissent dans le voisinage de la mine: la cherté des vivres, le prix considérable auquel la concurrence des acheteurs maintient tous les produits de l'agriculture, dédommagent le cultivateur des privations auxquelles l'expose la vie pénible des montagnes" (cité dans les Principes, 341). Devant l'appel du marché ce n'est pas l'indolence des travailleurs, mais celle des propriétaires qui s'évanouit. La même interprétation s'impose lorsqu'aux pages 346 à 349 Malthus plaide les circonstances atténuantes à l'indolence proverbiale des paysans irlandais. "L'Irlande est d'ailleurs privée d'une des sources principales de prospérité, soit une sécurité parfaite pour les propriétés" (Principes, 349).

On doit donc conclure qu'avec des circonstances défavorables, lorsque les classes laboureuses sont privées par des institutions oppressives de la possibilité de vivre en fonction de l'avenir et d'exercer sur lui un quelconque contrôle, elles ne peuvent guère exercer la contrainte prudente, ni être pleinement les arbitres de leur destinée. Le dynamisme supérieur d'expansion de leur nombre n'est donc pas de l'ordre d'une loi biologique; il est partie prenante de la dynamique globale du développement socio-économique, dont je reparlerai.

Par contraste, quelles sont les circonstances qui privilégient l'amélioration du niveau de vie plutôt que l'accroissement démographique,

comme effet d'une hausse des salaires réels? Elles sont exactement les contraires de celles qui stimulent la procréation. Il y a tout d'abord la liberté civile, qui protège les citoyens contre l'oppression; cette protection n'est pas garantie sans liberté politique, qui est donc essentielle et dont "la tendance évidente à inculquer aux classes inférieures de la société le respect d'elles-mêmes en obligeant les classes supérieures à les respecter, doit renforcer considérablement tous les effets favorables de la liberté civile" (Principes, 227), y compris donc le recours efficace au frein préventif. Ces effets positifs sont nettement renforcés par l'éducation, que les libertés contribuent d'ailleurs largement à généraliser et dont Malthus répète qu'elle est indispensable à la pratique de la contrainte prudente.

Par contraste avec l'Irlande, l'Angleterre illustre assez bien selon Malthus, les effets positifs énoncés. Par rapport à la seconde moitié du 17^e siècle, les salaires réels ont monté de moitié pour la période de 1720 à 1750, qui connaît un degré exceptionnel de liberté civile et politique, permettant aux classes laborieuses, respectées des lois et des classes aisées, de se respecter elles-mêmes. "Le résultat en fut que la hausse de leurs salaires réels, loin d'enclencher exclusivement une augmentation de leur nombre, servit à relever de manière décisive leur niveau de vie" (Principes, 228-229).

Ainsi se confirme le rôle, tantôt négatif, tantôt positif, des institutions et des structures sociales dans le conditionnement du principe de population. Certes, Malthus ne le souligne pas souvent de manière explicite et n'en fait pas une condition sine qua non du fonctionnement de ce principe. Pourtant, ce qu'il en dit conduit naturellement à l'interprétation faite ici de ce rôle, surtout lorsqu'on réalise à quel point ces structures sociales influencent le rythme et les aléas du développement économique, à l'intérieur duquel Malthus intègre, pas toujours bien d'ailleurs, le principe de population.

2.3- La mise en oeuvre de la version psycho-sociologique du principe de population

Cette intégration se fait par l'ébauche d'une analyse des cycles de croissance économique, rythmés selon les décalages inévitables entre accroissement de la demande et accroissement de l'offre de travail, et commandés par le "principe régulateur du profit". Lorsqu'en période de prospérité la demande de travail en dépasse l'offre, l'écart ne peut être comblé avant d'amener à l'âge adulte les premières générations issues d'une natalité accrue. Quand plus tard survient une baisse des profits réduisant la demande de travail, l'adaptation de l'offre requiert le même intervalle de 16 à 18 ans.

Entretiens "les salaires du travail sont réduits jusqu'au plancher qui, compte tenu des habitudes de vie actuelles du pays, permettent tout juste de garder la population stationnaire" (Principes, 280). Ces habitudes prises durant la période plutôt longue de rareté du travail, expliquent le relèvement du minimum vital que les travailleurs prendront les moyens de défendre; en effet, "l'obstination avec laquelle toutes les classes sociales tiennent à leurs habitudes empêche dans certains pays les bas salaires de compromettre celles-ci, vu qu'ils se répercutent presque exclusivement sous forme... d'un solide coup de frein au peuplement" (Principes, 231).

Ainsi, d'étape en étape, à travers l'oscillation des salaires réels, le minimum vital se déplace vers le haut, en principe; car dans la réalité le mouvement cyclique peut être perturbé par des ententes patronales et autres artifices qui freinent la hausse des salaires nominaux. Ce fut le cas en Angleterre en 1810-11, avec comme résultat que les salaires nominaux ne purent, contrairement à l'Ecosse, grimper plus fort que le prix du blé (Principes, 257-258; Essai, 1^{ère} éd., 35-36). Malthus s'en plaint, car il favorise des salaires élevés pour diverses raisons qui s'enchaînent: sans eux, ne se prennent pas ces habitudes de confort qui non seulement réduisent la natalité, mais encore stimulent

la demande de biens manufacturés, laquelle à son tour accroît la demande de travail.

Il est paradoxal que la production manufacturière puisse en même temps augmenter la demande de travail et freiner la natalité (via des salaires et un niveau de vie améliorés); ce processus dévoile le rôle téléologique du principe de population comme levier du développement économique dans sa double dimension de mise en valeur des ressources et de leur répartition moins inégale entre classes sociales. Ceci pose la question de savoir si la population ne joue pas aussi chez Malthus, implicitement certes, le rôle de variable indépendante; j'y reviendrai.

Autre avantage des hauts salaires: ils vont de pair avec un prix élevé du blé, qui en réquisitionnant une part importante des budgets familiaux malgré les besoins croissants d'autres biens, renforce la volonté des prolétaires à travailler beaucoup et à limiter leur progéniture. En assurant une meilleure répartition de la richesse, ils assurent le plein emploi par le soutien de la demande de biens et de capitaux. "En résumé, cette hausse (des salaires) est le signe infailible de santé et de prospérité" (Principes, 393). Le progrès technique en est une conséquence; en abaissant les prix des biens manufacturés, il en accroît fortement la demande ainsi que la valeur absolue du produit national. De la sorte, le prix relatif du blé augmente en même temps que le niveau de vie, renforçant le jeu du frein préventif. Ce renforcement vient à point, car Malthus sait qu'à long terme l'agriculture est soumise, par ses rendements décroissants, au "principe restrictif des profits". Ce principe n'affecte le secteur industriel que si l'accumulation de capital n'y est pas compensée par des débouchés supplémentaires. Or, c'est entre autres le commerce international qui assure ces débouchés et contribue donc, de concert avec l'industrialisation, à promouvoir richesse et bien-être.

2.4- Population, variable indépendante dans la cosmologie de Malthus

Malthus parle plus d'une fois de causalité réciproque entre variables. Il ne le fait pas explicitement avec la population, mais son raisonnement donne à penser qu'il lui attribue un rôle comme variable indépendante, notamment parce que l'expansion du commerce international de l'Angleterre serait compromise si les populations des pays tiers étaient stationnaires. Certes, Malthus consacre plusieurs pages à démontrer que les besoins nés du peuplement ne peuvent seuls suffire à stimuler la production, mais il précise que "sans une demande accrue de travail, un accroissement de population... ne fournira pas le stimulant nécessaire à un accroissement de richesse" (Principes, 313). Ce dernier est donc bien fonction de ces deux variables combinées, tout comme il dépend du couple formé par l'accroissement de la population et la hausse des salaires réels.

Ce n'est pas trahir le contexte que d'affirmer qu'un rôle de variable indépendante est joué tant par la croissance démographique que par le freinage de celle-ci, qui forment les deux volets de la version psycho-sociologique du principe de population. En fonction de cette croissance, "c'est surtout le besoin de subsistances qui stimule les classes laborieuses à produire des biens de luxe" (Principes, 334). Encore faut-il pouvoir éliminer les obstacles institutionnels à l'expansion agricole, car "si de petits lopins de terre ne peuvent être facilement acquis par les petits épargnants et par de nouveaux propriétaires issus des familles de leurs parents, le principe de population ne pourra exercer adéquatement ses effets" (Principes, 372) en engendrant "chez les pauvres, sagesse et prudence qui sont absolument leur seul moyen d'obtenir une amélioration générale et permanente de leur sort" (Principes, 279).

Le rôle de la population comme variable indépendante nous ramène à la dimension cosmologique du principe de population, très présente dans l'Essai, mais presque entièrement évacuée de l'analyse scien-

tifique des Principes. L'Essai présente le principe de population comme une grande loi de la nature: "nous ne pouvons que concevoir que c'est l'objectif du Créateur de couvrir la terre d'habitants; cet objectif... ne peut être atteint sans que la population ne tende à croître plus vite que les vivres... Le désir de se procurer ceux-ci n'aurait que des effets relativement limités et ne réussirait pas à susciter cette activité générale si nécessaire à l'amélioration des potentialités humaines, s'il n'y avait cette poussée universelle et puissante qui fait croître la population plus vite que les ressources" (Essai, 7^e éd., 157-158). Malthus développe là une vision évolutionniste, où l'esprit et la rationalité sont enfantés dans la tension voulue par "l'Être suprême (qui) a ordonné que la terre ne produise pas de nourriture en grande quantité, tant que beaucoup de travail préparatoire et d'ingéniosité n'y ont pas été enfouis" (Essai, 1^{re} éd., 360). Aux yeux de Malthus, "le principe de population devient... l'instrument providentiel de l'éclosion et de l'expansion de l'énergie productrice de l'homme, le stimulant terrible et fécond de l'industrie humaine, le motif inflexible qui arrache sans cesse l'homme à sa paresse naturelle" (Denis, p. 174).

La population apparaît alors comme la variable indépendante fondamentale, comme le primum movens, qui à l'origine des temps, a pu jouer dans le cadre de la version mécaniciste du principe de population alors qu'émergeaient à peine les sociétés humaines avec leurs cultures plus que rudimentaires. Le propre de la culture est cependant de dépasser le monde animal, de sorte que l'évolution des sociétés, même primitives, répond bien vite à la version psycho-sociologique du principe de population. Certes, pendant longtemps, les événements qui tissent la trame de cette évolution ont pu souvent se dérouler en apparence selon la logique de la version mécaniciste, dans la mesure où les vices de structure de sociétés très inégalitaires bloquaient la prise en charge de leur destinée par les classes défavorisées. Bien qu'il fût conscient de ces vices, Malthus, conditionné par son milieu social, ne leur a pas attribué la responsabilité première dans les perturbations du fonctionnement du principe de population. C'est pourquoi son Essai conserve, juxtaposées,

les deux versions de ce principe.

Bien que dans son livre d'économie politique Malthus ne se réfère plus à sa cosmologie, celle-ci sous-tend implicitement l'analyse de la croissance démographique dans le développement économique. Il a été question plus haut des cycles causés par les décalages de temps entre accroissements de la demande et de l'offre de travail. Ces décalages empêchent les salaires réels de rester à un soi-disant niveau naturel, et ils les font monter puis redescendre. Mais puisqu'en montant ils créent des habitudes nouvelles de confort, les travailleurs résistent à leur baisse et la freinent en ralentissant ou arrêtant la progression de leur nombre. Plus forte est initialement la réponse, décalée, de leur offre à la demande de travail, plus brutal est le recul, induit, de leur niveau de vie. Cette cruelle expérience sert d'apprentissage au comportement rationnel, à l'utilisation du frein préventif comme moindre mal. D'étape en étape, plus le goût d'un confort accru est grand, moindre apparaît le coût de ce frein et mieux les travailleurs et paysans résistent-ils à l'érosion temporaire de leur niveau de vie. Le principe de population s'avère ainsi être le grand pédagogue, qui apprend aux sociétés à mettre en oeuvre, avant la lettre, la "théorie" de la transition démographique.

Conclusion

A la pensée de ces innombrables familles prolifiques et pauvres, le jeune Malthus a eu l'intuition d'un lien en apparence évident entre prolifération et misère. Ce lien est à l'origine de la version mécaniste de son principe de population, voulant qu'une population croisse automatiquement à un rythme quasi autonome en vertu d'un mécanisme immanent, dès que ce mécanisme est déclenché par un supplément de ressources. Une observation plus attentive des conditions de vie des classes laborieuses a fait germer dès le départ, pour l'amplifier ensuite, l'idée que le principe de population était conditionné dans ses effets par les multiples circonstances qui tissent la trame de l'histoire du développe-

ment économique et social des peuples; les individus réagissent à ces circonstances de moins en moins sous l'impulsion de la "passion entre les sexes" et de plus en plus sous la conduite de la règle utilitaire du "self love". L'incompatibilité des deux approches ou versions du principe de population tient notamment à deux façons de comprendre la manière dont les classes laborieuses se heurtent aux limites de leur pouvoir d'achat.

C'est ici que la contribution des Principes d'économie politique est capitale, par son analyse de la relativité de ces limites, de leur évolution sous l'effet des lois fondamentales du développement économique et de l'interférence des institutions politiques et des structures sociales. Plusieurs ingrédients de la théorie du développement économique figurent déjà dans l'Essai, mais le mérite des Principes est de les avoir traités plus systématiquement. De ce traitement, la version psycho-sociologique du principe de population sort nettement vainqueur, au point d'être, à sa manière, une théorie de la transition démographique.

On peut regretter que dans son ouvrage récent, visant à réhabiliter le pasteur anglais, Petersen se contente de mentionner que Malthus a essayé "dans un développement ultérieur de sa théorie" (p. 188) d'expliquer la relation négative entre revenu et fécondité, sans mettre en exergue l'analyse que fait Malthus du lien entre les facteurs institutionnels et la manière des travailleurs de réagir à une hausse de leur pouvoir d'achat. Il avait pourtant en mains tous les ingrédients, mais peut-être parce qu'il écrit séparément trois chapitres sur l'économie, la croissance démographique et la fécondité, il ne les a guère reliés en une analyse explicite, pourtant annoncée en page 155.

La vision cosmologique de Malthus n'avait, à strictement parler, pas sa place dans un savant traité d'économie politique et l'auteur l'en a évacuée. Pourtant, elle lui eut permis de mieux intégrer dans son analyse les deux fonctions de la population comme variable dépendante et

comme variable indépendante. Ce que les Principes d'économie politique perdent ainsi en souffle visionnaire est compensé par la vue étonnamment avant-gardiste qu'ils esquissent des rapports entre misère par surpeuplement apparent et vices de structures socio-politiques. Cette vue annonce paradoxalement les arguments avancés aujourd'hui par les adversaires de la thèse néo-malthusienne, laquelle fait de l'explosion démographique le facteur primordial de la misère et du sous-développement du tiers-monde. Ce n'est pas la moindre des surprises de pouvoir invoquer les textes de Malthus contre ses disciples dans un tel domaine. Pourquoi Petersen, qui cherche à démarquer le maître de ses disciples, ne l'a-t-il pas fait? Serait-ce parce que, comme le pense Le Bras, "avec le retour en force des classiques, avec la critique de l'idéologie marxiste, et avec l'appel à une économie pure et dure libérée de ses prolongements politiques et sociaux" (Le Bras, 1210), dont il est partisan, il ne pouvait deviner chez Malthus l'amorce d'une analyse critique cadrant mal avec l'étiquette de "libéral conservateur" qu'il lui accolle. Un tel Malthus était, par moments du moins, moins conformiste que ne l'affirme Le Bras et ne le dépeint Patricia James.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BONAR, James, 1966, Malthus and his work, New York, Kelley, 438 pages.
- DENIS, H., 1904, Histoire des idées économiques et socialistes, Paris.
- GONNARD, R., 1923, Histoire des doctrines de la population, Paris, Nouvelle Librairie Nationale.
- JAMES, Patricia, 1979, Population Malthus; his Life and Times, London, Routledge & Kegan, 542 pages.
- LANDRY, Adolphe, 1934, La révolution démographique, Paris, Sirey.
- LE BRAS, Hervé, 1980, "Deux ouvrages sur Malthus", Population, XXXV.6, 1209-1212.
- LUX, André, 1968, "Evolution et contradictions dans la pensée de Malthus", Population, XXIII.6, 1091-1106.
- MALTHUS, T.R., An Essay on the Principle of Population, First edition, reprinted London, MacMillan & Co., 1926, 396 pages. Seventh edition, London, J.M. Dent & Sons, 1933, 2 vol., 315 et 285 pages.
- MALTHUS, T.R., 1951, Principles of Political Economy, Second Edition, reprinted New York, A.M. Kelly, 446 pages.
- MILLER, Andreas, 1962, Kultur une menschliche Fruchbarkeit, Stuttgart, Enke Verlag, 152 pages.
- PETERSEN, William, 1979, Malthus, Harvard University Press, 302 pages.
- SMITH, Kenneth, 1951, The Malthusian Controversy, London, Routledge & Kegan, 350 pages.
- SPENGLER, Joseph J., 1945, "Malthus' Total Population Theory: A Restatement and Reappraisal", Canadian Journal of Economics and Political Science, Vol. XI, no 1, pages 83-110 et vol. XI, no 2, pages 234 à 264.
- STASSART, Joseph, 1957, Malthus et la population, Liège, Faculté de Droit, 342 pages.